

Présentation Une Amérique latine en mouvement

par Franck Gaudichaud

in *Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*,
Paris, Textuel, 2008

(franck.gaudichaud@u-grenoble3.fr)

Un âge d'or latino-américain ?

« L'Amérique latine vit un printemps démocratique » assurait dans un entretien fin 2007, le théologien de la libération brésilien Frei Betto¹. « L'Amérique latine connaît une sorte d'âge d'or politique, renchérit l'éditorialiste du *Monde diplomatique* Ignacio Ramonet. Au cours de son histoire tragique, depuis le début du XIX^e siècle, jamais cette région n'a vécu une si large période de paix (un seul conflit subsiste, en Colombie), de prospérité et, surtout de consolidation démocratique »². Dans le même ordre d'idée, le politologue Olivier Dabène affirme : « l'Amérique latine est, cette fois, bien partie ». Selon lui, « ce début du XXI^e siècle marque une authentique rupture. Pour la première fois en deux cent ans d'histoire, l'Amérique latine se caractérise par une communauté de valeurs et de pratiques démocratiques », mais d'ajouter : « Toutefois, le regard que l'on porte aujourd'hui sur l'Amérique latine ne doit pas être biaisé. Il est très difficile à la région de sortir du sous-développement et d'éviter les dysfonctionnements qui caractérisent le système capitaliste à l'échelle mondiale. Il lui est fort difficile aussi de rompre avec des siècles de pratique sociales inégalitaires et de mépris des cultures indiennes. Il ne lui est enfin guère aisé de s'affirmer sur la scène internationale, alors qu'elle conserve des traits de dépendance économique »³. Néanmoins, l'espoir et les utopies parcourent de nouveau la *Patria grande* de Mariategui ou José Martí et de multiples évolutions laissent penser que l'horizon est ouvert pour de nouvelles expérimentations démocratiques, alors que cette région du monde constitue, du point de vue des mobilisations collectives et de la recherche d'alternatives politiques, un espace en pleine effervescence. D'ailleurs, si nous avons choisi d'intituler ce livre le « volcan latino-américain », ce n'est pas avec l'intention de reprendre un cliché éculé ou « exotique », mais pour signifier ce magma de résistances qui couve sous le relief du modèle néolibéral et dont l'ébullition pourrait déboucher sur un nouveau cycle d'éruptions collectives d'une plus grande ampleur. Cependant, il est nécessaire d'éviter de dresser un panorama idyllique ou une image mythique d'une Amérique latine unanimement rebelle. Alors qu'en est-il vraiment ?

La fin du droit d'ingérence de « l'oncle Sam » ?

Parmi les facteurs intéressants et qui peuvent pousser à l'optimisme, il y a tout d'abord cette impression d'une nouvelle indépendance envers le géant du Nord. Les Etats-Unis d'Amérique qui, depuis le XIX^e siècle ont proclamé que l'Amérique latine était leur arrière-cour. Alors, après plus d'un siècle d'interventionnisme (notamment en Amérique centrale et dans les Caraïbes), après leur soutien à plusieurs dictatures au nom de la Doctrine de la sécurité nationale et de la lutte contre le communisme, auraient-ils mis fin à leur pratique d'ingérence dans la région ? Depuis la fin de la guerre froide, la chasse gardée latino-américaine n'est plus dans les priorités immédiates de Washington. « Lors des années 1990, les Etats-Unis faisaient figure d'unique superpuissance, leurs adversaires s'étaient évanouis : la gauche radicale avait été écrasée ou neutralisée lors des dictatures ou des guerres civiles ; Cuba était enlisée dans sa « période spéciale » et sa crise économique à la suite de la défection de l'URSS ; l'Amérique ne posait plus aucun risque géopolitique. Seuls subsistaient, au rang des menaces dites non-conventionnelles, la délinquance, le trafic de drogue et les migrations »⁴. Depuis la Guerre du Golfe de 1991 et, surtout, depuis le 11 septembre 2001, le Pentagone a les yeux rivés sur le Proche et le Moyen Orient. L'importance des ressources humaines, militaires et les centaines de millions de dollars mobilisés en Irak accentuent indéniablement cette tendance de la géostratégie états-unienne. Parallèlement, le mode de domination impérial s'est peu à peu paré des attributs de la défense de la démocratie et du marché, en s'alignant sur les préceptes du « consensus de Washington » enseignés par l'ultra-libéral John Williamson : libéralisation,

¹ Carlos Rivera Lugo, « América Latina vive una primavera democrática », *Claridad*, novembre 2007.

² « Amérique latine rebelle », *Manière de voir*, Le Monde diplomatique, N° 90, janvier 2007, p. 4.

³ O. Dabène (dir.), *Atlas de l'Amérique latine. Violences, démocratie participative et promesses de développement*, Autrement, Paris, 2006, p. 72.

⁴ JP. Marthoz (dir.), *Où va l'Amérique Latine ? Tour d'Horizon d'un continent en pleine mutation*, GRIP/Complexe, Bruxelles, 2007, p. 39.

privatisation, dérégulation et respect de la propriété privée⁵. George Bush père, lors d'une conférence du conseil des Amériques, le 2 mai 1989, ne déclarait-il pas : « *L'engagement pour la démocratie n'est qu'un élément dans la nouvelle association que j'envisage pour les nations des Amériques. Elle doit avoir pour visée la garantie que l'économie de marché survive, prospère et prévale* ». Telle a été la ligne suivie depuis lors : aux interventions militaires trop voyantes préférer une hégémonie économique et le déploiement de tout un arsenal idéologique et institutionnel (dont l'Agence américaine pour le développement international – USAID) habillé des oripeaux de la démocratie et du « droit d'ingérence humanitaire ». Ainsi faut-il répondre prudemment à la question : Washington a-t-il perdu l'Amérique latine ?⁶. Certes, les projets des Etats-Unis sont bousculés au Sud du rio Bravo. Outre l'apparition, ces dernières années, de gouvernements aux accents nationalistes ou anti-impérialistes, le projet d'une grande Zone de libre-échange des Amériques (ALCA en espagnol) lancée par Bill Clinton en 1994, à la suite de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), a échoué. Ce vaste marché, sous contrôle de l'oncle Sam, qui devait entrer en vigueur en 2005, s'est heurté à la résistance des mouvements sociaux (Campagne continentale contre l'ALCA), mais aussi aux réticences des grands pays du Marché commun du Sud – (MERCOSUR) et au refus de la Bolivie et du Venezuela bolivarien.

Le gouvernement des Etats-Unis (qu'il soit démocrate ou républicain) a alors poursuivi sa politique économique néocoloniale, grâce à la multiplication de traités bilatéraux de libre commerce (TLC), avec l'Amérique centrale, la République dominicaine, la Colombie, le Nicaragua, le Pérou et auparavant avec le Chili. Comme l'explique le sociologue James Petras, « une comparaison entre la période actuelle 2003-2006 et celle de 1960-1975, montre que les États-Unis ont certainement renforcé leur position en Amérique latine au moyen de toutes les mesures possibles : des régimes néolibéraux ont remplacé les régimes socialistes et nationalistes dans la région. Le « nationalisme » ou le « socialisme » en Amérique latine aujourd'hui n'a plus rien à voir avec les régimes précédents ; aucune expropriation majeure de propriété américaine n'a eu lieu. Aucun régime de centre gauche n'a nationalisé à nouveau les firmes étrangères, même pas celles qui avaient été privatisées dans des conditions douteuses » (voir son article dans ce livre). D'un point de vue militaire, la présence *yankee* s'est diversifiée, modernisée et adaptée à la nouvelle période, après la fermeture des bases de Panama et Porto Rico. Ceci passe par le projet de création d'une « force militaire sud-américaine » influencée par le Pentagone (sorte « d'ALCA militaire ») ou par l'influence omniprésente du commandement Sud de l'armée des Etats-Unis, aujourd'hui basé à Miami. L'ogre du Nord participe activement à l'armement de certains pays, dont prioritairement ces deux principaux alliés stratégiques : le Chili et la Colombie. Comme l'explique Jairo Estrada Álvarez, la Colombie a une place de choix dans ce dispositif, en tant que quatrième destinataire d'aide militaire des Etats-Unis dans le monde : « Cette stratégie a pris des formes successives parfaitement articulées : le plan Colombie, une guerre contre-insurrectionnelle dissimulée en « guerre à la drogue » ; le plan Puebla Panamá, avec des mégaprojets d'infrastructures pour relier, par des couloirs logistiques et biologiques le Mexique et l'Amérique centrale ; et l'« Initiative pour l'intégration de l'infrastructure sud-américaine » (IIRSA) » (voir son article dans ce livre). Le maintien de certaines velléités interventionnistes des USA ont, par ailleurs, été largement confirmées lors de la tentative de coup Etat, en avril 2002, contre le gouvernement d'Hugo Chavez⁷.

Enfin, le texte des économistes Cédric Durand et Alexis Saludjian soulignent à juste titre que la période néolibérale est marquée par une expansion spectaculaire de la présence des multinationales en Amérique latine et comment ces firmes contrôlent aujourd'hui une part substantielle des économies en contribuant à accroître l'intégration de ces pays dans les chaînes productives et financières mondiales. Cela concerne évidemment les entreprises états-uniennes, qui ont investi pas moins de 353 milliards de dollars en Amérique latine en 2005 et emploient un million six cent mille personnes⁸. Mais il ne faudrait pas oublier la politique expansionniste de l'Union européenne, premier investisseur étranger en Amérique latine (devant les USA) et acteur important dans les processus de privatisation-trans nationalisation du système financier ou les essais de privatisations de l'or bleu (l'eau)⁹. Cette expansion du capital transnational a des conséquences non seulement sur les systèmes politiques de la région, mais aussi des effets de destruction écologique et de déstructuration sociale inédits par leur ampleur.

Le temps de la démocratie... néolibérale

⁵ J. Williamson (dir.), *Latin American adjustment: how much has happened ?*, Institute for international economics, Washington, 1990.

⁶ J. Habel, « Washington a-t-il perdu l'Amérique latine ? », *Le Monde diplomatique*, N°645, Paris, décembre 2007.

⁷ Eva Golinger, *The Chávez Code: Cracking US Intervention in Venezuela*, Pluto Press, 2007.

⁸ Chiffre tiré de J. Habel, « Washington a-t-il perdu l'Amérique latine ? », Op. Cit.

⁹ B. Mauro, « Les intérêts européens en Amérique latine » in « L'Amérique latine rebelle : contre l'ordre impérial », *Contretemps*, Textuel, N° 10, Paris, 2004, pp. 75-85 et « Mythe et réalité du libre-échange : Amérique latine – Union européenne », *France Amérique Latine Magazine*, N° 90, Paris, 2007.

Les années de plomb des Etats militaires terroristes semblent appartenir effectivement au passé¹⁰. Et après l'assassinat de dizaines de milliers de personnes, des centaines de milliers de personnes torturées et des millions d'exilés politiques, il ne s'agit pas là d'un simple progrès « formel » ou d'une évolution négligeable ! Les souvenirs de l'écrasement de la révolution chilienne (Chili – 1973) ; du « Che » Guevara assassiné, il y a 40 ans, avec ses camarades guérilleros en Bolivie ; des coups d'Etat contre des gouvernements démocratiques (Arbentz au Guatemala - 1954, le Général Torres en Bolivie -1971 ou Joao Goulart au Brésil -1964) ; de la guerre contre-révolutionnaire au Nicaragua (années 80), sont toujours présents dans la mémoire collective latino-américaine. Car ils ont signifié une vague de terreur d'Etat et la coordination des dictatures (appuyées par les Etats-Unis) dans leur chasse aux opposants¹¹.

Cette période des années noires a encore des effets prégnants dans l'espace public puisqu'elle a bouleversé complétement les rapports de forces sociaux et politiques antérieurs. Les dictatures de l'Amérique du Sud, les guerres civiles d'Amérique centrale, la répression et le clientélisme institutionnalisés du Venezuela ou du Mexique permirent aux élites locales (et à Washington) d'abattre, le spectre révolutionnaire, qui hantait le continent depuis la révolution cubaine de 1959. Seule cette dernière a survécu dans ce contexte hostile, isolée politiquement, asphyxiée par le blocus économique le plus long de l'histoire contemporaine et en proie à des attaques permanentes, comme à de nombreuses contradictions internes. De ce point de vue, à 50 ans de l'entrée de Fidel Castro à la Havane, suite à l'effondrement de son allié soviétique et face aux difficultés de la vie quotidienne dans l'île, l'actuelle transition cubaine marque certainement le début d'une autre époque pour toute l'Amérique latine (Voir l'article de Janette Habel).

Depuis la fin des années 80, l'ensemble du sous-continent a vu s'installer des régimes constitutionnels, favorisés par le changement du contexte international, l'ampleur des oppositions et la crise économique. Ces vagues successives de « transition démocratiques » ont accouché, la plupart du temps, de démocraties dites de « basse intensité » issues d'un pacte entre les classes dirigeantes et les forces militaires. Des régimes civils basés sur, d'une part, l'approfondissement du modèle néolibéral et, d'autre part, sur la plus large amnistie en faveur des responsables de violation des Droits de l'homme. En outre, ces transitions sont celles de « la décennie perdue » et de la crise de la dette extérieure¹², durant laquelle le Fonds monétaire international (FMI) impose aux Etats latino-américains les fameux « ajustements structurels » (privatisations en cascades, désengagement de l'Etat dans les politiques publiques, restrictions salariales, etc). Cette offensive du capital s'accroît dans les années 90, car si les économies du sous-continent jugulent une inflation galopante, s'est au prix d'une forte régression sociale et d'un accroissement de l'asymétrie dans les rapports Nord-sud. Selon l'économiste argentin Claudio Katz, « entre 1980 et 2003, le chômage officiel est passé de 7,2% à 11%, le salaire minimum a chuté en moyenne de 25% et le travail informel a crû de 36 à 46 % ». Parallèlement, « la perte de positions des capitalistes latino-américains sur la scène internationale s'est confirmé, à quelques exceptions près comme le Chili. Ce recul se vérifie avec la stagnation du PIB *per capita*, la chute des investissements étrangers (en particulier en comparaison avec la Chine et le Sud-est asiatique) et l'emballement de l'endettement. Dans ces conditions les phases de la prospérité cycliques dépendent toujours davantage de la conjoncture financière ou commerciale internationale »¹³. Cette analyse de 2003 est confirmée par le fait que l'embellie relative que vit l'Amérique latine depuis quelques années¹⁴ est largement déterminée, non par un développement autocentré, mais par la nette augmentation du prix de certaines matières premières sur le marché mondial (cuivre chilien, pétrole vénézuélien ou agrocombustibles brésiliens et colombiens).

Aujourd'hui, le système parlementaire et électoral est considéré par la majorité des élites comme un mode de gouvernement assez fonctionnel pour rejeter toute idée d'un recours aux forces armées. Cependant, ainsi que le souligne le politologue Atilio Borón, les démocraties latino-américaines apparaissent trop souvent comme des institutions mises au service d'une minorité privilégiée et de la finance internationale (voir son article ici). Malgré l'utilisation de tout un arsenal lexical sur la « bonne gouvernance » et le respect de la « gouvernabilité démocratique », une proportion importante de citoyens se sent abusée par des gouvernements perçus comme peu légitimes, lorsqu'ils ne sont pas directement désignés comme népotiques et corrompus (cas, par exemple, de l'Haïti

¹⁰ Bien que rien ne garantisse *a priori* que les forces armées soient définitivement rentrées dans leurs casernes. Pour être exact, les forces armées ont toujours un rôle important et, suivant des logiques idéologiques opposées, on les retrouve aux premières loges du champ politique et économique en Colombie, à Cuba et au Venezuela.

¹¹ F. Gaudichaud, *Operación Cóndor. Notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono Sur*, Sepha, Madrid, 2005.

¹² Des dettes qui pour beaucoup peuvent être considérées comme « odieuses », d'un point de vue juridique, car contractées pendant les dictatures, donc par définition des régimes non élus. La dette extérieure était de l'Amérique latine et des Caraïbes était de 32 milliards de dollars en 1970, de 257 milliards de dollars en 1998 et elle dépassait les 780 milliards en 2002. Entre-temps, l'Amérique latine a remboursé 91 fois le montant dû en 1970...

¹³ C. Katz in « L'Amérique latine rebelle : contre l'ordre impérial », *Contretemps*, Textuel, N° 10, Paris, 2004, p. 27.

¹⁴ Depuis 2002, les économies latino-américaines connaissent une nette progression de leur PIB, dont plus de 5% en 2006.

d'Aristide ou de l'Argentine de Menem)¹⁵. Cette contradiction entre néolibéralisme et démocratie est au cœur de l'Amérique latine actuelle et constitue le fil rouge de cet ouvrage collectif.

Cette tension a d'ailleurs été publiquement reconnue par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans un rapport très fourni sur « la démocratie en Amérique latine » : la thèse centrale qui y est défendue est celle d'une évolution globalement positive de la région grâce à l'existence de « démocraties électorales », répondant aux normes internationales. Cependant, ce bilan regrette l'absence de « démocraties citoyennes » et met en doute la « qualité de la démocratie », marquée par la faiblesse de la participation électorale et de nombreux déficits de cohésion sociale ou ethnique¹⁶. Dans son rapport sur la « gouvernabilité en Amérique latine » (2005), la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) fait un constat similaire, regrettant les disparités structurelles dans la distribution des revenus, le maintien de très hauts niveaux de corruption et l'augmentation permanente de la violence. La Flacso souligne que l'Amérique latine est la région du monde où le taux d'homicides par armes à feu est le plus élevé¹⁷ et décrit même la constitution d'Etats à la dérive (notion de *failed states*) ayant perdu le monopole de la violence légitime face à la multiplication des réseaux criminels et du narcotrafic : d'où la multiplication « d'espaces sans loi » où règnent seulement celle du plus fort¹⁸. Jean Paul Marthoz du Groupe de recherche sur la paix et la sécurité souligne la dimension du problème : « Il suffit de feuilleter les rapports d'Amnesty international ou de Human rights watch pour rappeler que certains pays du continent connaissent de sérieux problèmes de respect des droits humains. Chaque année, des journalistes, des syndicalistes, des défenseurs de l'environnement sont assassinés. L'Etat de droit est loin d'être stabilisé. La corruption fait des ravages sapant le contrat démocratique et les grands équilibres économiques. L'impunité pour les crimes commis à l'époque des dictatures et des guerres civiles est presque totale. [...] La violation des droits de l'homme s'est de plus en plus privatisée. Deux phénomènes rongent le continent : le paramilitarisme et la délinquance de droit commun »¹⁹.

Ce qui préoccupe également les institutions internationales est le maintien de « l'ingouvernabilité », suite aux 9 crises politico-institutionnelles qui ont affecté la zone entre 1995 et 2005, au cours desquelles des Présidents élus ont dû renoncer ou ont été destitués. Ces crises constitueraient « le facteur qui érode la démocratie, approfondit les différences économiques et sociales, contribue à la discrimination de divers secteurs et, même, met en péril la cohabitation avec les pays voisins »²⁰. On touche là à l'une des limites de la vision technocratique de la démocratie dans sa version onusienne, incapable de différencier les origines de tels accès « d'ingouvernabilité ». Car telles qu'elles se sont déroulées en Equateur en 2005, en Bolivie en 2003 et 2005, ou en Argentine en 2001, ces basculements institutionnels sont en fait le produit de l'exaspération populaire face au modèle économique et à l'incurie de la classe dirigeante. Ainsi, en est-il de la « guerre de l'eau » et la « guerre du gaz » en Bolivie, puis de la destitution du président Sanchez de Lozada, portées par le mouvement indigène, paysan et mineur (voir l'article de Hervé Do alto). En liant automatiquement, démocratie et acceptation des règles du marché, en refusant de questionner, sur le fond, le néolibéralisme, ces analyses considèrent comme une « érosion de la démocratie » la destitution de régimes corrompus ou toute irruption des mobilisations collectives dans la logique de l'appropriation privée des richesses nationales.

Car pour comprendre cette ébullition sociopolitique, il faut rappeler que la région est, par excellence, celle des antagonismes de classe, de genre, socio-ethniques. Si le sous-continent n'est certainement pas le plus misérable des pays du Sud, il est sans conteste le plus injuste (avec des cas extrêmes comme le Brésil ou le Chili). La part des richesses captée par les 10% de la population la plus riche est en constante augmentation depuis les années 80 et leurs revenus sont 34 fois plus importants que ceux des 10% des plus pauvres. Les gouvernements en place se montrent incapables de lutter efficacement contre ce mal endémique : de 120 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en 1980, on est passé à 225 millions aujourd'hui (43 % de la population), alors que presque 100 millions d'entre eux vivent avec moins d'un dollar par jour. Que signifie, dans ces conditions, parler de « gouvernabilité démocratique » pour l'habitant des favelas de Rio de Janeiro, pour l'haïtien dont le revenu moyen officiel est d'environ 300 dollars annuel, pour le sans-terre du Nordeste brésilien, pour l'indigène Mapuche, pour l'ouvrière mexicaine d'une *maquiladora*, le journalier d'une plantation en Amérique centrale ou pour l'enfant des rues bolivien ? Si la remarque peut paraître d'une désolante banalité, elle doit amener à réfléchir sur l'échec complet du modèle de développement « démocratique » appliqué par les classes dirigeantes latino-américaines. Les inégalités sont telles quelles sont un élément central (mais pas unique) d'explication des résistances continentales et du déplacement des électors vers la gauche. « Si les frustrations nées de la démocratisation strictement formelle du sous-continent, la perte de légitimité des formats traditionnels de représentation politique et l'essoufflement des

¹⁵ Ce désenchantement des latino-américains face à leurs systèmes politique et institutionnels est régulièrement confirmé par les enquêtes d'opinion du *Latinobarometro* : www.latinobarometro.org.

¹⁶ Pnud, *La democracia en América latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos*, 2004 in <http://democracia.undp.org>.

¹⁷ Soit plus de 16 homicides par armes à feu légères par an et pour 100.000 personnes en moyenne.

¹⁸ Flacso, *La gobernabilidad en América latina. Balance reciente y las tendencias a futuro*, 2005 in <http://www.flacso.org/informeseecretario.html>.

¹⁹ JP. Marthoz (dir.), *Op. Cit.*

²⁰ Flacso, *Op. Cit.*, p. 10.

recettes néolibérales n'épuisant pas l'explication des chaînes de causalités qui vont mener d'importants secteurs de la population latino-américaine à se mobiliser dans les rues et dans les urnes pour le changement, l'ensemble indique tout de même un contexte commun à pratiquement tous les pays d'Amérique latine et favorable à l'émergence de manifestation d'insatisfaction »²¹.

Les gauches latino-américaines et le nouveau cycle politique régional

Depuis 1998, et l'élection de Hugo Chavez à la présidence du Venezuela, cette dynamique sociale s'est traduite sur le plan électoral par la multiplication d'exécutifs gagnés par des organisations politiques se réclamant de la gauche ou du centre-gauche. Soulignons que cette étape apparaît en partie confirmée par ce que le sociologue brésilien Emir Sader a nommé « le long cycle électoral », qui s'étend de novembre 2005 à janvier 2007, avec une série de 12 élections présidentielles²². Rappelons, outre la reconduction de Chavez au Venezuela, celle de l'ex-syndicaliste "Lula" (Luis Inacio da Silva) au Brésil, les élections de Tabaré Vázquez (leader du Front élargi uruguayen), du leader paysan indigène Evo Morales en Bolivie, la victoire de Rafael Correa en Equateur et, dernièrement, de Cristina Kirchner en Argentine (succédant ainsi à son mari). Sans aucun doute, si on peut parler de « virage à gauche », c'est pour observer que plusieurs de ces élections s'opposent à l'unanimité droitière des années 90, alors que les mobilisations imposent au pouvoir d'accorder une plus grande importance aux inégalités et à « gauchir » son discours (le cas des Kirchner en Argentine est limpide à ce propos – voir l'article de Maristella Svampa). Il ne faut cependant pas oublier que plusieurs pays de poids restent gouvernés par la droite. C'est le cas du Mexique de Felipe Calderón, où les élections de 2006 ont pris des allures réactionnaires : « Alors que le Mexique vient juste d'expérimenter des fonctionnements démocratiques, après des décennies de régime autoritaire, l'échec indiscutable du gouvernement (autoproclamé de changement) de Vicente Fox Quesada a semblé sonner l'heure de la perte précoce des illusions démocratiques et de la restauration des pires attributs de l'ancien régime associé au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), théoriquement battu en 2000 » (voir l'article de Arturo Anguiano). Le Salvador, le Guatemala, le Honduras confirment leur ancrage conservateur, mais c'est aussi le cas du « puzzle colombien » où la réélection de Uribe (au pouvoir depuis 2002), ratifie « une aggravation des traits autoritaires du régime politique avec le projet de « sécurité démocratique », une intensification de la guerre contre-insurrectionnelle sous la forme d'une intervention accrue de l'impérialisme nord-américain et une consolidation du projet économique néolibéral » (voir l'article de Jairo Estrada Álvarez). Majoritairement, qu'ils soient de droite ou de gauche, les derniers gouvernements élus se sont inscrits dans une gestion économique respectueuse de l'économie de marché et en continuité avec la politique de leurs prédécesseurs.

Il est donc juste, comme le font la plupart des spécialistes depuis quelques temps, de tempérer largement l'image du « tournant à gauche »²³. Néanmoins, une analyse générale des résultats confirme l'érosion du camp conservateur, ainsi que l'ouverture de l'espace politique. Ainsi, au Pérou, Lourdes Flores (dirigeante du parti dominant) n'a pas atteint le second tour au profit d'un « outsider » : le nationaliste indigéniste Ollanta Humala. En terme de géographie électorale, il n'est pas anodin que les votes de la gauche se superposent avec les territoires défavorisés : c'est le cas au Pérou avec le vote massif Humala dans les Andes ; Lula pour son second mandat a été fortement appuyé par le misérable Nordeste (qui a pu bénéficier du programme d'assistance « faim zéro ») et Lopez Obrador, candidat malheureux à la présidence mexicaine, double ses voix dans les Etats indigènes du Sud. Ces votes sont plus enracinés dans les pays où l'élection présidentielle a été le résultat d'années de révoltes populaires. Des candidats tels que le multimilliardaire Eduardo Novoa en Equateur ont été évincés suite aux actions massives anti-TLC ; les Kirchner ont réussi à capter les conséquences de l'immense crise de décembre 2001 et du « *Que se vayan todos* » ; Morales en Bolivie est le pur produit du Mouvement au socialisme (MAS) qui se veut à la fois « instrument politique » et « mouvement social ». Il n'y a pas de véritable homogénéité dans ce processus régional et il faut plutôt parler de divers soubresauts face à un modèle hégémonique en crise, avec l'apparition de gouvernements de « gauche » qui vont du rose délavé à l'antilibéralisme revendiqué, d'une gauche social-libérale à des forces nationalistes plus radicales.

Donc, pourquoi pas, face à cette diversité, réfuter l'idée qu'il existerait « deux gauches » : l'une « moderne » ou « réformiste et social-libérale » (selon les points de vue) qui accompagne le néolibéralisme, comme au Chili, au Costa Rica, en Uruguay et au Brésil et l'autre, « populiste et archaïque » ou « radicale et anti-impérialiste », emmenée par le Venezuela bolivarien, l'Equateur et la Bolivie²⁴. Marc Saint Upéry dans un ouvrage stimulant sur « le rêve de bolivar » propose d'abandonner le « mythe des deux gauches » au profit d'une lecture des « milles gauches » : « non seulement elles reflètent les différentes réalités nationales, mais elles se manifestent souvent au

²¹ B. Duterme (coord.), *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine. Points de vue latino-américains*, Editions Syllepse - Centre Tricontinental, vol. XII, n° 2, Paris, 2005, p. 11.

²² E. Sader, « El largo ciclo electoral latinoamericano », *Agência Carta Mayor*, décembre 2006.

²³ Voir « Amérique Latine, le tournant à gauche ? », revue *Mouvements*, La Découverte, N°47-48, Paris, 2006 et « Amérique latine, en bas à gauche », *Vacarme*, N°35, Paris, 2006.

²⁴ Pour l'interprétation libérale et conservatrice des deux gauches, voir : Jorge Castaneda, « Latin America's left turn », *Foreign Affairs*, New York, mai-juin 2006 ; pour une analyse marxiste : François Sabado, « Lula et Chavez en Amérique latine ; la polarisation », 10 mars 2005 in <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1280>.

sein d'un même mouvement, d'un même parti, d'un même gouvernement. Ce caractère protéiforme justifie parfois les diagnostics les plus contradictoires, de la perception d'une vague révolutionnaire en gestation au constat d'une normalisation démocratique faite de pragmatisme et de modération »²⁵. En effet, il est indispensable de résister aux mirages du réductionnisme analytique et à la tentation d'un moule eurocentrique erroné, comme le fait le sociologue Alain Touraine, qui arrive à la conclusion d'une Amérique latine condamnée à se débattre entre néolibéralisme et populisme, car « incapable d'obtenir ce que la Grande-Bretagne et d'autres pays, en y incluant les Etats-Unis et la France, ont pu créer : quelque chose qui va au-delà de la démocratie politique, mais qui ne la détruit pas et qui même la renforce, c'est-à-dire une démocratie sociale fondée sur la reconnaissance, par la loi et la négociation collective, des droits des travailleurs »²⁶...

Selon le politologue Steve Ellner, trois grandes stratégies existeraient au sein de la gauche latino-américaine, et traverserait les organisations elles-mêmes²⁷. La première est celle de la « troisième voie », social-libérale, dont l'horizon ne dépasse désormais plus le modèle économique en place. Cette option a agi, comme un chant des sirènes sur la plupart des partis de gauche, ayant accédé au gouvernement au cours des dernières années. La seconde stratégie défend la constitution de fronts antinéo-libéraux et une tactique d'accumulation de force par le biais de gouvernements locaux (municipal, régional) et diverses stratégies électorales. C'est l'idée défendue par plusieurs partis communistes latino-américains (et par la sociologue chilienne Martha Harnecker), ainsi que, en son temps, par le PT brésilien lorsqu'il était dans l'opposition. Le but affiché est constituer un bloc social large, incluant outre les secteurs populaires, la petite et moyenne bourgeoisie²⁸. Enfin, et c'est la dernière approche, d'autres revendiquent encore l'objectif du socialisme et une politique rupturiste, anti-capitaliste et anti-impérialiste, qui parte avant tout des luttes sociales. Cette volonté est partagée au Brésil par le tout jeune Parti socialisme et liberté (PSOL), conduit par des militants exclus du PT, ainsi que dans le reste du continent par une multitude de militants politiques ou syndicalistes « classistes » (au Venezuela, par exemple, au sein de l'Union nationale des travailleurs).

Indéniablement, les principaux partis institutionnels de gauche sont aujourd'hui majoritairement centristes et ont abandonné leurs références révolutionnaires. Depuis 1990, ce que d'aucun prendront pour un âge de raison, s'est traduit pour plusieurs organisations en un clair processus de *social-libéralisation*, débouchant finalement au Nicaragua sur ce qu'est le gouvernement « sandiniste » de Daniel Ortega. Cette nouvelle voie a trouvé sa traduction logique dans le « Forum de Sao Paulo », qui regroupe les partis en accord avec cette stratégie²⁹. Un des paradigmes de ce phénomène - visible à l'échelle planétaire - sont les 18 années de gouvernement néolibéral de la « Concertation » au Chili, tendance largement confirmée par Michelle Bachelet (voir notre article sur ce thème). Ce que Atilio Borón nomme « la malédiction du possibilisme conservateur »³⁰ a atteint même l'un des plus importants partis ouvriers de la planète : le Parti des travailleurs (PT) brésilien. Présenté un temps par Washington comme un dangereux activiste du fait de son passé de syndicaliste anticapitaliste, le président « Lula » est devenu la coqueluche des milieux financiers et de l'agrobusiness. Il semble que « la mouche bleue du pouvoir » que nous décrit Michel Löwy ait fait son travail de sape. Indéniablement, cette dérive est le produit d'une lente transformation du PT, qui s'étend sur plus de 20 ans. Et si dans ce pays-continent, 9^e économie de la planète, la gauche se montre incapable de mettre en œuvre des alternatives, il n'est pas si étonnant de voir le même scénario se répéter dans de plus petits pays... Cela a été le cas de l'Equateur de M. Gutiérrez qui a bercé d'illusions le mouvement indigène, jusqu'à être renversé par une révolte des couches moyennes appauvries : désormais le gouvernement de Rafael Correa semble avoir tiré des leçons de cette expérience (voir les articles de Maurice Lemoine et d'Eric Toussaint). En Argentine, M. Kirchner, qualifié de « centre-gauche », développe une gestion conservatrice déguisée (voir l'article de Maristella Svampa). En Uruguay, le Front élargi a montré des signes aigus de *lulalisation*, alors que des domaines aussi essentiels que la reconquête de l'eau potable en tant que bien public sont peu à peu abandonnés au profit des grandes multinationales. Ce sont de telles constatations qui font écrire à un journaliste du *Wall Street Journal*, que si la gauche est de nouveau en ascension en Amérique latine, c'est bien souvent avec « *de nouveaux habits conservateurs* »³¹. L'ancien Président de l'Uruguay, Julio Maria Sanguinetti,

²⁵ M. Saint-Upéry, *Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, La Découverte, Paris, 2007, p. 9 et p. 291-297.

²⁶ A. Touraine, « ¿Entre Bachelet y Morales existe una izquierda en América Latina? », *Envío*, décembre 2006 (in www.rebelion.org). Voir la réponse de Raoul Zibechi : « El irresistible encanto de lo simple. Intelectuales del Norte opinando sobre el Sur », ALAI, avril 2007 (in <http://alainet.org>).

²⁷ S. Ellner, B. Carry, *The Latin American left : from the fall of Allende to Perestroika*, Westview Press, 1993 et J. Petras, "La izquierda devuelve el golpe", avril 1997 (in www.rebelion.org/petras/petrasindice.htm).

²⁸ M. Harnecker, « *Sobre la estrategia de la izquierda en América latina* », octobre 2004 (in www.rebelion.org/docs/5771.pdf) et *La izquierda después de Seattle*, Madrid, Siglo XXI, 2001.

²⁹ On y trouve parmi d'autres, les sandinistes, le FMLN, le PT du Brésil, le Front élargi d'Uruguay, la Cause R du Venezuela, le Parti révolutionnaire démocratique mexicain.

³⁰ A. Borón, « La izquierda latinoamericana a comienzos del siglo XXI », OSAL, N° 13, Août 2004.

³¹ D. Luhnnow, « Latin America's left takes pragmatic tack », *Wall Street Journal*, 3 février 2005.

affirme quant à lui que « au lieu d'un virage vers la gauche, nous assistons en fait à un déplacement laborieux, contradictoire, résigné, vers le centre »³².

La seule manière de comprendre les gouvernements actuels est de les passer au crible de la critique avec, au-delà des discours, pour seul critère leur pratique réelle. Il convient de décrypter leur base sociale, leur rapport avec les classes dominantes et l'impérialisme. Selon Immanuel Wallerstein, il faudrait en particulier prendre en compte leur position envers Washington. D'autre part, selon le sociologue étatsunien, il existe actuellement trois questions cruciales qui permettent de différencier les exécutifs³³. Tout d'abord, la question de la réforme agraire et de la guerre au « latifundio ». Comme le rappelle Hélène Roux, il s'agit d'une problématique importante au moment de l'explosion du marché des agro-carburants, d'une réactivation des luttes paysannes et de la nécessité de la mise en place de politiques audacieuses qui permettent aux producteurs de participer effectivement à l'organisation de la production et à la consolidation de la souveraineté alimentaire. Envisagé de la sorte, le gouvernement Lula a renié ses promesses de réaliser d'une redistribution de terre importante. Par conséquent, le puissant Mouvement des sans terres brésilien (MST) a progressivement pris ses distances avec le Parti des travailleurs, tout en renouvelant son vote pour celui qui est encore perçu comme un moindre mal face à une droite arrogante. Deuxième thème essentiel : le contrôle des ressources naturelles (pétrole, gaz, mines, mais aussi eau ou biodiversité). Les politiques vénézuéliennes ou boliviennes dans ce domaine sont bien plus conséquentes que leurs voisins, tout en restant finalement conformes aux lois du marché et assez modérées au regard des nationalisations anti-impérialistes des années 70. Enfin, la question des droits de la population indigène. On peut effectivement constater une nouvelle « couleur du pouvoir » dans la région et de véritables avancées démocratiques en la matière, que cela soit sur le plan institutionnel ou de statut social. Grâce à des mouvements pionniers telle que la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), les relations coloniales et ethno-sociales traditionnelles sont remises en cause au profit d'une nouvelle dignité et reconnaissance du rôle protagoniste des peuples indigènes³⁴. Dans ce cas, il suffit de comparer la criminalisation systématique des luttes Mapuche par la « socialiste » Bachelet, les difficultés de la gauche mexicaine à s'entendre avec les zapatistes ou les avancées historiques en Bolivie et en Equateur, pour comprendre la diversité des gauches de gouvernements.

Ce travail réalisé, il apparaît qu'il existe bel et bien trois variantes de régimes latino-américains en ce début de XXI^e siècle. Au côté de l'alternative conservatrice néolibérale et pro-étatsunienne portée par Uribe en Colombie, on trouve un second bloc de pays qui ne coïncide pas pleinement avec les Etats-Unis (dont le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine), défendent certaines positions d'autonomie partielle de la bourgeoisie locale et sont plutôt orientés vers le centre-gauche. Et, enfin, un dernier bloc voit le jour, oscillant entre nationalisme radical et neodéveloppementalisme, avec des pouvoirs qui s'opposent sur plusieurs points à l'impérialisme, comme à l'oligarchie locale et sont dotés de niveaux de participation populaire importants (Venezuela, Bolivie, Equateur essentiellement)³⁵. Néanmoins, entre ces trois variantes de régimes, la position des gouvernements, sur tel ou tel sujet, peut être fluctuante en fonction de rapports de forces internationaux et internes : le gouvernement chilien ou péruvien apparaissent sous bien des aspects plus proches du premier groupe que du second ou celui de Evo Morales parfois davantage tenté par le centre gauche, plutôt que par le nationalisme radical, et parfois histrionique, d'Hugo Chavez.

Le retour des utopies émancipatrices et le « socialisme du XXI^e siècle »³⁶

Depuis la chute du mur de Berlin, l'effondrement de la plupart des régimes communistes autoritaires et l'échec de plusieurs expériences révolutionnaires, divers hommes politiques et intellectuels ont enterré l'idée même d'une possible transformation radicale des sociétés latino-américaines : l'horizon de la démocratie libérale serait devenu indépassable. Pourtant, l'année même où Jorge Castañeda publiait son ouvrage *L'utopie désarmée*³⁷, le cri « Ya basta ! » des néozapatistes du Chiapas résonnait dans la forêt mexicaine lancadone, annonçait leur opposition à l'intégration néolibérale de l'ALENA et pariait sur un renouveau de résistances qui devait conjuguer démocratie sociale et politique, égalité et diversité afin de construire « un monde où tiennent tous les mondes ». Il s'agissait, suivant le « sous-commandant Marcos », de rejeter l'uniformité de la marchandisation globalisée, respecter les

³² Cité par JP Mathoz, *Op. cit.*, p. 29.

³³ I. Wallerstein, « How Has Latin America Moved Left? », décembre 2006 in <http://www.alterinfos.org/spip.php?article708>.

³⁴ M. Saint-Upéry, *Op. Cit.*, pp. 191-248.

³⁵ Voir « Luttés sociales et perspective politiques en Amérique latine » in « L'Amérique latine en lutte. Hier et aujourd'hui », *Actuel Marx*, PUF, N°42, Paris, 2007, pp. 10-24 et C. Katz, « Gobiernos y regímenes en América Latina », 23 mars 2007 in <http://lahaine.org/index.php?p=21498>.

³⁶ Cette partie reprend certaines idées exposées dans : F. Gaudichaud, « Le volcan latino-américain. Enjeux et réalités des Gauches au Sud du Rio Bravo », septembre 2005 in <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1481>.

³⁷ J. Castaneda, *Utopia Unarmed*, Vintage Books, 1994.

identités indigènes, sans mettre aux oubliettes l'internationalisme³⁸. Dans la foulée, la région devenait un phare du mouvement altermondialiste avec l'organisation des premiers Forums sociaux mondiaux, contre-sommets dressés face aux puissants du forum économique de Davos³⁹. De nouveau, l'Amérique latine mettait en place plusieurs laboratoires d'expériences démocratiques, au niveau local essentiellement, depuis les cantines populaires autogérées jusqu'aux essais de budgets participatifs municipaux (à Porto Alegre notamment). Ainsi, et pour reprendre l'heureuse expression de Pierre Mouterde, pour une partie des militants latino-américains, « l'utopie ne désarme pas » et la fin de l'histoire n'est pas pour demain. Il existe aujourd'hui d'importants mouvements qui s'emploient, envers et contre tout, à réinventer les possibles et insistent sur le fait que seules les batailles perdues d'avance sont celles que l'on ne mène pas⁴⁰... Pourtant, là encore, il faut se garder des faux semblants, car les différents visages de l'autoritarisme latino-américain sont toujours très présents : sous la forme d'une criminalisation des mouvements sociaux (syndicalisme en Colombie par exemple), d'un approfondissement du paradigme néolibéral dans certains pays (dont l'Amérique centrale), d'une tendance à la fermeture de l'espace public au nom de la « sécurité citoyenne » (Chili, Mexique entre autres) et par le biais d'une militarisation de nombreux territoires.

Ces contraintes n'ont pas réussi à empêcher l'expression de la radicalité des mobilisations collectives, ce qui, combiné aux appels au « socialisme du XXI^e siècle » de dirigeants tels que Hugo Chavez, inquiètent particulièrement les élites locales, et du même coup Washington. Les grandes émeutes populaires d'Argentine, d'Equateur, de Bolivie et du Panama, l'instabilité chronique des gouvernements néolibéraux, la multiplication des luttes contre les privatisations, contre la dégradation de l'environnement, contre l'expansion des transnationales ou les TLC, les médias communautaires vénézuéliens, le Mouvement des sans terre brésilien ou les conseils de « bon gouvernement » zapatistes ont ouvert une onde longue des luttes de classes⁴¹. Il est intéressant de noter que ce réveil est commun à l'ensemble des pays du Sud et qu'il accompagne une dynamisation des sociétés civiles mondiales⁴². En Amérique latine, c'est une véritable lame de fond qui s'est abattue sur la région et particulièrement sous la forme de « nouveaux mouvements sociaux ». A compter parmi ces acteurs, le mouvement féministe qui cherche à se réorganiser après une période de forte croissance et institutionnalisation. « En effet, le durcissement et la réorganisation des rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe obligent à approfondir sans cesse l'analyse et à proposer de nouvelles stratégies d'organisation. Les réflexions et les luttes de nombreuses latino-américaines et caribéennes, malgré les difficultés qu'elles affrontent, sont particulièrement utiles pour analyser la mondialisation néolibérale et envisager des alternatives radicales » (voir l'article de la sociologue Jules Falquet). Autre agent collectif devenu incontournable : le mouvement indigène. L'histoire sociale de l'Amérique latine de ces vingt dernières années aura été marquée par l'émergence et la persistance des mobilisations indigènes à l'avant-plan des scènes sociopolitiques de la région. Selon le texte de Bernard Duterme : « les nouveaux acteurs contestataires indigènes revendiquent une démocratisation en profondeur (« décolonisation ») des Etats et stigmatisent le système économique dominant. Si la justice sociale reste l'étoile à atteindre, sa quête repose désormais sur la responsabilisation du pouvoir, la reconnaissance des diversités et la revalorisation de la participation. Ces mouvements manifestent, de la part des populations qui les animent, une volonté d'émancipation, d'appropriation et de maîtrise de la modernité ».

Avec ce livre collectif, nous invitons le lecteur à appréhender ces forces qui ont émergé et fait surgir une critique renouvelée du capitalisme, comme des modes organisationnels innovants. Les répertoires d'action collective utilisés sont en effet particulièrement intéressants, avec un accent mis sur l'autonomie, l'horizontalité et parfois l'autogestion. On pourrait prendre le cas des organisations de quartiers de El Alto dans les hauteurs de La Paz (Bolivie), l'incroyable combativité de la Commune de Oaxaca au Mexique ou celle de certains conseils communaux de Caracas, qui appellent au renforcement du « pouvoir populaire », tout en refusant tout contrôle bureaucratique de leurs activités par l'Etat. Citons aussi la kyrielle de coopératives de production ou encore les centaines d'entreprises récupérées par leurs salariés et présentent dans une dizaine de pays : l'entreprise d'aluminium ALCASA au Venezuela ou celle de céramique Zanon, en Argentine, dépassent les limites de la co-gestion tout en appelant à la multiplication des formes de participation.

Pourtant, loin de nous l'idée d'un mouvement social idéal, et totalement nouveau. Tout d'abord, parce que les divers processus de mobilisation sont traversés de multiples divisions, de part leurs logiques et résultats. Certains

³⁸ Gloria Muñoz Ramírez, *EZLN : 20 et 10, le feu et la parole*, Nautilus, Paris, 2004.

³⁹ Sur l'histoire des forums sociaux mondiaux : C. Whitaker, *Changer le monde, [nouveau] mode d'emploi*, Ed. de l'Atelier, Paris, 2006.

⁴⁰ P. Mouterde, *Quand l'utopie ne désarme pas*, Montréal, Ecosociété, 2002.

⁴¹ Voir à ce propos les travaux de l'Observatoire social d'Amérique latine : www.clacso.org.ar/difusion/secciones/osal.

⁴² F. Polet (coord.), *Etat des résistances dans le Sud – 2008*, Editions Syllepse - Centre Tricontinental, vol. XIV, n° 4, Paris, 2007.

s'orientent même davantage vers le corporatisme et le clientélisme que vers le progressisme. La majeure partie du temps, les positions « antisystémiques » sont d'ailleurs minoritaires⁴³. Et lorsqu'elles parviennent à des degrés de mobilisation historique, elles sont fréquemment mises en échec par les institutions en place : au Costa-Rica, malgré un mouvement citoyen sans précédent, le referendum d'octobre 2007, a finalement offert une courte majorité en faveur du désastreux traité de libre-échange de l'Amérique centrale (CAFTA). Ensuite, car cette dynamique est le produit d'une articulation entre un passé de mobilisations (notamment celles d'un mouvement syndical en crise) et un présent, où l'origine commune des résistances est, comme hier, « *le conflit, direct et indirect, avec la matérialité des rapports de pouvoir et de domination* »⁴⁴. Enfin, car à l'encontre des théories « mouvementistes », une des questions posée (mais pas toujours assumée) est toujours et encore celle des rapports, parfois conflictuels, entre espace des mouvements sociaux et champ politique. Ce lien ténu pose évidemment le problème de la possible récupération politique des mouvements ; celui de l'accompagnement conscient, ou non, des agendas institutionnels et gouvernementaux (cf. les rapports ambigus du gouvernement brésilien avec les militants PT issus du mouvement social). Dans un continent dont l'histoire est marquée au fer rouge par divers caudillismes, caciquismes et autres « populismes », cette réflexion est toujours d'actualité. A ce titre penser le « populisme » (ou néo-populisme) signifierait entrer dans le débat - inachevé - de sa définition. Car, selon les auteurs, on y trouvera des gouvernements aussi radicalement différents que ceux de Hugo Chavez, « Lula » ou Alvaro Uribe... On ne peut que constater que cet adjectif est surtout utilisé dans les médias dominants et les milieux académiques comme une parole « magique » ou un nouveau « démon », destiné à décrédibiliser, à peu de frais intellectuels, tout ce qui pourrait porter atteinte à l'ordre établi ou signifier un certain degré de radicalité politique. Marc Saint Upéry, devant le confusionnisme qui existe autour de cette notion, appelle même à un moratoire international sur le mot « populisme » ! D'autres, au contraire, le revendique sous un angle plutôt positif face aux affres du néolibéralisme. C'est le cas du politologue Ernesto Laclau, pour qui le « populisme » mettrait en jeu « le véritable défi pour le futur démocratique des sociétés latino-américaines : créer des États viables, qui ne peuvent l'être que si le moment vertical et le moment horizontal de la politique parviennent à un certain point d'intégration et d'équilibre ». A rebours de nombreuses opinions, Laclau pense que la rupture populiste peut aussi signifier démocratisation quant elle permet le remplacement de « la canalisation purement individuelle des demandes sociales » par « un processus de mobilisation et de politisation croissant de la société civile » (cas du processus vénézuélien selon lui). Cependant, la question légitime est aussi « de savoir s'il n'y a pas une tension entre le moment de la participation populaire et le moment du leader, si la prédominance de ce dernier ne peut pas mener à la limitation de la première »⁴⁵. De plus, dans un contexte régional où la tradition présidentialiste des régimes se renforce, l'éloge du populisme évacue l'interrogation sur le respect de l'autonomie des mouvements sociaux et se revendique de la nation attrape-tout de « peuple » qui dissout les antagonismes sociaux à l'œuvre. Hors, « expliciter l'univers de classe est vital dans l'actuelle conjoncture latino-américaine parce que les différents projets en débats entre néolibéraux, neodéveloppementalistes et radicaux anti-impérialistes expriment des intérêts de classe qui doivent être clarifiés. Ces idées soutiennent à leur tour des projets très différents de renouvellement des ploutocraties actuelles ou de construction d'un nouveau système politique »⁴⁶.

La dernière partie de ce livre invite précisément à réfléchir sur les alternatives possibles au moment où la question stratégique du « socialisme du XXI^e siècle » est de nouveau en discussion et où les intellectuels organiques du néolibéralisme ne peuvent plus se prévaloir d'une domination presque absolue des esprits. Tant la crise électorale mexicaine, comme l'insurrection argentine de 2001, ont confirmé que ni la révolte sans projet politique, ni la simple tactique électorale, ne sauraient constituer une réponse aux défis du post-néolibéralisme. De là, l'importance des débats autour de la problématique du « pouvoir ». Certains membres de la gauche sociale, inspirés du néozapatisme, des théories de Tony Negri et d'une partie du mouvement altermondialiste, pensent que l'on peut « *changer le monde sans prendre le pouvoir* ». C'est aussi ce que proclame l'intellectuel anglais John Holloway⁴⁷. Privilégiant les contre-pouvoirs issus de la société civile et rejetant toute forme de délégation, de filiation partisane ou de participation institutionnelle, cette théorie provoque la polémique. Certes, il s'agit d'une réaction compréhensible contre les attitudes, souvent verticalistes ou autoritaires, des partis traditionnels. Mais comment prétendre changer le monde sans s'organiser politiquement et en évacuant d'un revers de la main la question cruciale de l'Etat ? S'il existe bel et bien une distance entre le champ du politique et l'espace des mouvements sociaux, ne serait-ce pas, précisément, l'articulation entre les deux qui stimulera l'édification d'alternatives ? D'ailleurs, après vingt ans de construction d'une autonomie indigène exemplaire, mais aussi face à l'isolement et la

⁴³ Selon Immanuel Wallerstein, « un mouvement est antisystémique parce qu'il tient que ni la liberté, ni l'égalité ne peuvent être réalités dans le système existant et qu'il est nécessaire de transformer le monde pour qu'elles le deviennent » (*Le Grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*, Paris, La Découverte, 1991, p. 36).

⁴⁴ Hernán Ouviaña dans *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, *Op. Cit.*

⁴⁵ Ernesto Laclau, « La deriva populista y la centroizquierda latinoamericana » in *Nueva Sociedad*, N° 205, Caracas, septembre/octobre 2006 in http://www.nuso.org/upload/articulos/3381_1.pdf.

⁴⁶ C. Katz, « Estrategias socialistas en América Latina », *Revista Viento Sur*, N°94, Espagne, janvier 2007.

⁴⁷ J. Holloway, *Change the World without taking power*, Londres, Pluto Press, 2002.

répression du pouvoir central, la Sixième déclaration de l'Armée zapatiste de libération nationale (2005) reconnaît la nécessité d'une union des indigènes « avec les travailleurs des villes et des campagnes », et appelaient à l'élaboration « d'un programme national de lutte, clairement à gauche, vraiment anticapitaliste et vraiment antilibéral ».

Dans cette discussion désormais continentale, la révolution cubaine reste un symbole incontestable aux yeux de nombreux latino-américains, car le régime cubain a été -durant des décennies- le seul pouvoir à encore se revendiquer du socialisme et à conserver un héritage qui renaît aujourd'hui. Pourtant les réalités du socialisme dans l'île paraissent désormais loin de l'idéal initial et la nécessité de réinventer la démocratie tout en conservant les conquêtes sociales est urgente (cf. article de Janette Habel). Le processus bolivarien vénézuélien, quant à lui, a accumulé les originalités : « au début de son gouvernement, Chavez parlait de la nécessité de combattre le « néolibéralisme sauvage » et de construire un capitalisme humain ; une « troisième voie vénézuélienne », comme solution à la profonde crise socio-économique que le pays traversait. Toutefois, la forte réaction provoquée par les mesures de son gouvernement au sein de la bourgeoisie nationale et de ses alliés aux Etats-Unis a radicalisé le processus vénézuélien au point qu'au début de l'année 2005, Chavez a exprimé son rejet catégorique du capitalisme comme modèle pour le Venezuela et a parlé de la nécessité de créer un « socialisme du XXI^e siècle » (article de Edgardo Lander et Pablo Navarrete). Faute d'un puissant mouvement ouvrier organisé, le président du Venezuela s'est appuyé sur certains secteurs des forces armées et une fraction des classes pauvres. Malgré les manœuvres de Washington, le gouvernement a accumulé les succès électoraux et un programme d'urgence sociale qui porte ses fruits. Néanmoins, l'échec du referendum du 2 décembre 2007 et les tendances bonapartistes du chavisme permettent de constater que « le peuple, soumis pratiquement à un chantage politique (choisir entre Chavez et Bush) a fait preuve d'autonomie et de capacité pour manifester, au moyen de l'abstention, un état de mal-être et tirer la sonnette d'alarme, sans pour autant passer à l'opposition ou mettre en danger le projet de changement » (Idem). En Equateur et en Bolivie, les processus constituants de 2007-2008 devraient permettre de faire avancer la démocratisation en cours, malgré les difficultés de la polarisation sociale et la présence d'oligarchies prêtes à jouer la carte de la partition territoriale et ethno-sociale. Hervé Do Alto, fort d'un long travail de terrain, nous conte ici cette ardue refondation de la Bolivie et l'apparition d'une complexe architecture du pouvoir, « entre participation et caudillisme ». Comme en Equateur ou au Venezuela, de tels processus sont face à deux options contradictoires. La première néodeveloppementaliste, postulant à une sorte de keynésianisme latino-américain (nommé « capitalisme andin » par le vice-président bolivien, Alvaro García Linera) et renouant avec les vieilles perspectives « étapistes » de la gauche latino-américaine⁴⁸. La seconde, celle d'un socialisme démocratique, donnant la priorité au mouvement populaire dans la définition des politiques économiques et sociales, radicalisant dans un processus permanent les réformes gouvernementales, particulièrement en ce qui concerne les moyens de production et la remise en cause du pouvoir du capital.

Ce dilemme a de nombreuses implications en termes de géopolitique régionale. Avec en préalable le rejet de l'ALCA (Zone de libre échange des Amériques), et donc du projet de compétition néolibérale sous l'égide des USA, la discussion sur l'intégration latino-américaine connaît un essor notable. La nouvelle situation sociopolitique a donné naissance à un axe Caracas-La Havane-La Paz, en même temps que s'accroissent les lignes de fractures politiques dans toute l'Amérique latine. Depuis décembre 2004, Fidel Castro et Hugo Chavez ont signé un accord qui promet un échange important de ressources entre les deux pays. Cette entente s'inscrit dans le cadre de l'« Alternative bolivarienne pour les Amériques » (ALBA), destinée à s'étendre à d'autres pays. Cette politique internationale ne donne pas seulement un bol d'oxygène au peuple cubain. Le Venezuela, fort d'un leadership croissant et grâce à une pétro-diplomatie offensive, entend ainsi prendre ses distances avec les Etats-Unis, lier des liens de Sud à Sud (notamment avec le Brésil et l'Argentine) et favoriser le grand rêve bolivarien d'une intégration latino-américaine. C'est ce que détaille ici le chercheur Tomas Fritz, qui rappelle que l'éloignement du dogme néolibéral est aussi confirmé par les « Traités de Commerce des Peuples », introduit par la Bolivie. Pourtant, si cette dernière et Venezuela rejettent les traités de libre commerce avec les USA, ces deux pays négocient en un même temps avec l'Union européenne (dans le cadre de leur appartenance respective à la CAN et au MERCOSUR) des traités dont les principes de concurrence sont en contradiction totale avec les idées de l'ALBA. On découvre le type de tensions au moment de fonder une grande « banque du Sud ». Eric Toussaint, spécialiste reconnu de ces questions, note que « la relative abondance de réserves de change à disposition des gouvernements de la région et l'impasse dans l'utilisation actuelle de celles-ci apporte de l'eau au moulin du président Hugo Chavez qui propose depuis 2006, la création d'une Banque du Sud ». En février 2007, l'Argentine et le Venezuela ont annoncé le lancement de cet organisme financier d'un nouveau genre. Ils ont bientôt été rejoints par la Bolivie, l'Equateur, le Paraguay, le Brésil, la Bolivie et bientôt l'Uruguay. La banque aura pour fonction de financer le développement dans la région, de se passer du FMI en créant un fonds monétaire de stabilisation et peut-être, à terme, une monnaie

⁴⁸ La théorie « étapiste », défendue par les Partis communistes, postulait au développement d'une révolution par étape, avec dans une première phase une alliance avec la « bourgeoisie nationale » et le développement du capitalisme, censé conduire dans un deuxième temps vers une étape socialiste.

unique. Mais, pour l'instant, le projet semble plus proche de l'optique du Marché commun du Sud que de l'ALBA (elle n'inclut d'ailleurs pas Cuba). Ceci alors que le problème de la dette publique est loin d'être résolu.

Finalement, le panorama de cette Amérique latine en mouvement nous dévoile un arc-en-ciel d'expériences riches de possibles, mais aussi parsemées d'embûches et de contradictions. Chico Whitaker, cofondateur du Forum social mondial, insiste sur la richesse de l'ébullition collective qui traverse le sous-continent, mais aussi sur le chemin qui reste à parcourir : « Ces initiatives, qui composent un mosaïque bariolée d'échantillons de ce que pourrait être la société pour laquelle nous luttons, n'ont cependant pas encore acquis une visibilité ou un poids suffisants dans la société. Prises dans leur ensemble, elles ne sont pas suffisamment connues de la majorité, qu'elles ne touchent pas directement et qui n'arrive pas à croire qu'un autre monde est possible »⁴⁹. L'objectif de cet ouvrage collectif est précisément de fournir au public français une approche claire et synthétique sur l'état des résistances au néolibéralisme en Amérique latine, mais aussi un exposé des principaux enjeux actuels, ainsi que des éléments de réflexion sur la construction d'alternatives possibles. Poursuivant le travail éditorial entamé par la collection « La Discorde », il s'agit de donner la parole à des universitaires et intellectuels « critiques », issus de divers champs scientifiques et courants de pensée, qu'ils soient latino-américains, européens ou états-uniens. Le lecteur trouvera dans les pages suivantes, les analyses de vingt auteurs issus de dix nationalités et vivant des deux cotés de l'océan atlantique. Dans cet ensemble pluridisciplinaire, nous avons souhaité combiner des approches transversales, continentales avec des éclairages par pays accompagnés d'une orientation bibliographique « pour pouvoir aller plus loin ». Nous nous proposons ainsi de penser collectivement l'Amérique latine en ce début de XXI^{ème} siècle, avec l'ambition d'aider à comprendre le présent et déchiffrer les processus sociaux et politiques à venir.

Pour aller plus loin sur l'Amérique latine actuelle :

Sélection d'ouvrages généralistes en français

- O. Dabène (dir.), *Atlas de l'Amérique latine. Violences, démocratie participative et promesses de développement*, Autrement, Paris, 2006.
- B. Duterme (coord.), *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine. Points de vue latino-américains*, Editions Syllepse - Centre Tricontinental, vol. XII, n° 2, Paris, 2005.
- JP. Marthoz (dir.), *Où va l'Amérique latine ? Tour d'Horizon d'un continent en pleine mutation*, GRIP/Complexe, Bruxelles, 2007.
- P. Mouterde, *Quand l'utopie ne désarme pas : les pratiques alternatives de la gauche latino-américaine*, Ecosociété, Montréal, 2002.
- Alain Durand et Nicolas Pinet (dir.), *L'Amérique latine en mouvement : situation et enjeux*, L'Harmattan, Collection Horizons Amérique Latine, 2006.
- M. Saint-Upéry, *Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, La Découverte, Paris, 2007.

Dossiers de revues en français

- « Amérique latine rebelle », *Manière de voir*, Le Monde diplomatique, N° 90, janvier 2007.
- « Amérique latine, le tournant à gauche ? », revue *Mouvements*, La Découverte, N°47-48, Paris, 2006.
- « Amérique latine, en bas à gauche », *Vacarme*, N°35, Paris, 2006.
- « Amérique latine en turbulences : pouvoir et multinationales », *Recherches internationales*, N°69, Paris, 2003.
- « L'Amérique latine rebelle : contre l'ordre impérial », *Contretemps*, Textuel, N° 10, Paris, 2004.
- « L'Amérique latine en lutte. Hier et aujourd'hui », *Actuel Marx*, PUF, N°42, Paris, 2007.
- « Mythe et réalité du libre-échange : Amérique latine – Union européenne », *France Amérique Latine Magazine*, N° 90, Paris, 2007.
- « Violence et démocratie en Amérique latine », *Revue Mots - Les langages du politique*, N°85, Lyon, 2007.

Quelques sites Internet

- Agence d'information « Fray Tito » pour l'Amérique latine (ADITAL - Esp.) : www.adital.com.br
- Amérique latine en mouvement (ALAI - multilingue) : <http://alainet.org>
- Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial / Alterinfo) : www.alterinfos.org

⁴⁹ Entretien avec Chico Whitaker, *Contretemps*, Textuel, N° 10, Paris, 2004, p. 191

- Observatoire social de l'Amérique latine (OSAL – Esp.) : www.clacso.org.ar/difusion/secciones/osal
- Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC – Multilingue) : www.opalc.org
- Portail de sites sur l'Amérique latine (Multilingue) : <http://lanic.utexas.edu>
- Rebelión, site d'information alternative (Esp.) : www.rebelion.org
- Réseau d'information et de recherche sur l'Amérique latine (REDIAL – multilingue) : www.reseau-amerique-latine.fr
- Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL – Fr.) : <http://risal.collectifs.net>

Audiovisuel

- JC Victor (dir.), *Amérique latine. L'autre Amérique*, Le dessous des cartes, DVD, 140 min., Arte Video, 2007.